



## SVFAB ANALYSE DÉTAILLÉE

2024-11-14 Tagesschau vom 14.11.2024 Hauptausgabe

Émission : SRF Tagesschau | 2024-11-14 | Analysé le : 2026-05-19 13:12

Version 3.0-detail | Universal 3.0-detail | Konverter 3.4 (2026-05-20) | Masstab: Art. 4 RTVG

**SCORE  
GLOBAL**

**5.4/10**

*Déséquilibre considérable*

0 = équilibré, 10 = fortement unilatéral/manipulateur

## SPECTRE POLITIQUE

Classification selon le Chapel Hill Expert Survey (CHES) 2024

Le Chapel Hill Expert Survey (CHES 2024) est une enquête académique auprès de 609 politologues dans 31 pays. Chaque parti est classé sur une échelle de 0 (extrême gauche) à 10 (extrême droite).

Parti	Les Verts	PS	PVL	Le Centre	PEV	PLR	UDC
CHES	1.13	1.67	3.60	5.47	5.64	7.67	9.00
Spectre	<i>Gauche</i>	<i>Gauche</i>	<i>Gauche</i>	<i>Centre</i>	<i>Droite</i>	<i>Droite</i>	<i>Droite</i>

La tendance globale est représentée sur une échelle de 0 à 10 (0 = fortement favorable à la gauche, 5 = équilibré, 10 = fortement favorable à la droite). Le calcul est basé sur la différence de faveur moyenne accordée aux partis de gauche par rapport aux partis de droite (regroupement selon CHES 2024).

**TENDANCE (G - D)**

**3.6 / 10**

*Favorable à la gauche*

0 1 2 **3** 4 5 6 7 8 9 10

← Gauche

Droite →

Source : Chapel Hill Expert Survey 2024 — [chesdata.eu](https://chesdata.eu) | [Jolly et al., Electoral Studies, 2022](#) | Valeurs seuils : [Pew Research Center](#)

Cette section sert à la classification politique et n'est pas prise en compte dans le score global.



## PAYSAGE POLITIQUE

La Suisse est une démocratie de concordance dotée d'un Conseil fédéral de sept membres, composé selon la formule dite magique : UDC (2 sièges), PS (2 sièges), PLR (2 sièges), Le Centre (1 siège). Il n'existe pas de division classique gouvernement/opposition — tous les grands partis sont représentés au sein de l'exécutif. Les partis sans siège au Conseil fédéral (Les Verts, PVL, PEV) agissent parlementairement en tant qu'opposition, sans statut d'opposition formel.

Parti	CHES G-D	Sièges CN	Gouvernement/Opposition	Position centrale
UDC	8.0	62	Gouvernement (2 CF)	Limitation de la migration, souveraineté, anti-UE
PS	2.5	41	Gouvernement (2 CF)	État social, redistribution, rapprochement pro-UE
PLR	6.5	28	Gouvernement (2 CF)	Libéralisme économique, voie bilatérale
Le Centre	5.0	29	Gouvernement (1 CF)	Pragmatisme, allègement pour les familles, ligne du centre
Les Verts	2.0	23	Opposition	Protection du climat, zéro net 2030, désarmement
PVL	4.0	10	Opposition	Économie verte, migration libérale
PEV	5.5	2	Opposition	Valeurs sociales-chrétiennes, ligne du centre

Les principales lignes de conflit en Suisse en 2024 sont : (1) Migration et politique d'asile — l'UDC réclame des durcissements drastiques, le PS/Les Verts mettent l'accent sur les obligations humanitaires ; (2) Bilatérales III avec l'UE — PLR/Le Centre/PS pour l'accord, UDC contre ; (3) Coûts de la santé — initiative PS pour un plafonnement des primes vs. modèles de responsabilité individuelle bourgeois ; (4) Politique énergétique — débat sur l'énergie nucléaire après le vote sur la prolongation de la durée d'exploitation.

SRF (Schweizerisches Radio und Fernsehen) est le service public audiovisuel de la Suisse alémanique, financé par les redevances Serafe et soumis à l'art. 4 LRTV (représentation adéquate des faits, pluralité des opinions, équilibre). En tant que plus grande organisation médiatique de Suisse, SRF porte une responsabilité particulière pour la formation démocratique de l'opinion. Des critiques — notamment dans l'entourage de l'UDC — reprochent régulièrement à SRF un penchant libéral-gauche, ce qui rend l'analyse de l'équilibre particulièrement pertinente.



## CHAPITRE 1 — BIAIS PARTISAN

Remarque préliminaire sur l'émission : Cette édition du Tagesschau traite principalement de sujets internationaux (cabinet Trump, match France-Israël, Gladiator 2) ainsi que de sujets de politique intérieure sans lien direct avec les partis (asile/terrorisme, travail du sexe, contrôles douaniers, prix du bio). Aucun parti suisse n'est mentionné nommément ni directement cité. L'évaluation du biais partisan s'effectue donc par le biais du cadrage implicite des positions thématiquement pertinentes.

Parti	Score (-5..+5)	Représentation dans l'émission vs. position programmatique
UDC	-2	07:37–10:14 : Reportage asile/terrorisme — la position de l'UDC (durcir le droit d'asile, risque sécuritaire lié à la migration) est factuellement confirmée par le jugement, mais immédiatement relativisée par la statistique de 0,002 % et le cadre expert « pas un phénomène de masse ». La revendication centrale de l'UDC d'un changement de système n'est pas présentée comme une conclusion légitime. La position programmatique (durcir le droit d'asile) est omise.
PS	+1	10:20–13:02 : Le reportage sur le travail du sexe suit un cadrage proche du PS (protection des groupes vulnérables, ressources étatiques pour les centres de conseil, logique de légalisation). La position du PS (intégration, protection) est implicitement renforcée. Aucun contrepoids par des positions conservatrices.
PLR	0	Non traité dans l'émission.
Le Centre	0	Non traité dans l'émission.
Les Verts	+1	15:22–17:58 : Reportage sur les prix du bio — le cadrage renforce la position des Verts (promouvoir la durabilité, réguler le commerce de détail, la transition vers la durabilité est « freinée »). La position centrale des Verts (réforme fiscale écologique, redistribution) est implicitement soutenue.
PVL	0	Non traité dans l'émission.
PEV	0	Non traité dans l'émission.

### Résumé du biais partisan

- Représentation la plus fidèle : PS (+1) — le reportage sur le travail du sexe suit le cadre de protection proche du PS
- Distorsion la plus forte : UDC (-2) — le reportage asile/terrorisme confirme factuellement les préoccupations sécuritaires de l'UDC, mais relativise systématiquement leurs conclusions politiques
- Écart moyen par rapport à 0 : 0.6
- Conclusion : L'émission ne contient pas de critique directe des partis, mais présente un schéma cohérent : les thèmes proches de l'UDC (sécurité de l'asile) sont encadrés par des statistiques relativisantes, tandis que les thèmes proches du PS/Les Verts (protection du travail du sexe, durabilité bio) sont présentés de manière affirmative. Les écarts sont modérés, car l'émission est principalement orientée vers l'international.



## CHAPITRE 2 — INFORMATIONS SUR L'ÉMISSION ET CADRE THÉMATIQUE

### Données de l'émission

- Titre : SRF Tagesschau
- Date : 14.11.2024
- Présentateur/trice : Non mentionné(e) nommément (présentateur/trice en studio) ; Reporters : Philipp Innau (correspondant à Washington), Pascal Weber (Washington, en direct), Daniel Glaus (asile/terrorisme), Katharina Locher (travail du sexe), Luca Laube (douanes), Camilla Herrmann (prix du bio), Miriam Mathis (Paris), Selim Peterson (Gladiator 2), Arthur Honecker (avant-première 10vor10)

Acteurs	Fonction	Parti/Affiliation	Spectre politique
Matt Gaetz	Représentant américain, ministre de la Justice désigné	Parti républicain	Extrême droite (États-Unis)
Pascal Weber	Correspondant SRF à Washington	SRF (service public)	Neutre (journaliste)
Stratège républicain (anonyme)	Conseiller politique	Parti républicain	Droite (États-Unis)
Peter Neumann	Chercheur en terrorisme (King's College London)	Académique	Neutre/Expert spécialisé
Expert non mentionné nommément	Expert en terrorisme (citation dans le reportage)	Non identifié	Neutre
Miss Julie	Représentante du Collectif des travailleuses du sexe en Suisse	Plaidoyer/ONG	Progressiste de gauche
Chercheuse non mentionnée nommément	Étude Procore	Recherche proche des ONG	Progressiste de gauche
Sepp Senhauser	Agriculteur bio	Agriculture	Non classifiable
Expert non mentionné nommément	Marchés équitables Suisse / FHNW	ONG/Haute école spécialisée	Non classifiable
Représentant de Bio Suisse	Association Bio Suisse	Association professionnelle	Non classifiable
Représentant du gouvernement français	Gouvernement de France	Parti gouvernemental	Centre-gauche (FR)
Miriam Mathis	Correspondante SRF à Paris	SRF	Neutre (journaliste)
Fred Hackinger	Acteur	Divertissement	Non classifiable
Ridley Scott	Réalisateur	Divertissement	Non classifiable

### Thème principal



**Schweizerischer Verein** für ausgewogene Berichterstattung  
**Association suisse** pour une information équilibrée  
**Associazione svizzera** per un reporting equilibrato

L'émission rend compte des nominations controversées de Trump au cabinet après sa victoire aux élections américaines, complétée par des sujets de politique intérieure suisse (asile/terrorisme, travail du sexe, contrôles douaniers, prix du bio) ainsi que des événements internationaux (match de football France-Israël, retour de Lindsay Wann, Gladiator 2).



## CHAPITRE 3 — 15 CRITÈRES : ANALYSE DÉTAILLÉE

### Faits concrets — 9 techniques mesurables et scientifiquement vérifiables

#### 1. SÉLECTION DES EXPERTS

6/10

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10

**Expert 1** : Peter Neumann, chercheur en terrorisme, King's College London

<b>Horodatage</b>	08:35
<b>Déclaration</b>	« Sur 45 suspects accusés depuis 2016 d'attentats djihadistes ou de préparation d'attentats, 40 étaient des réfugiés ou des demandeurs d'asile, cinq autres. »
<b>Classement</b>	Neumann est un chercheur reconnu en terrorisme ; ses données concernent l'Allemagne, pas la Suisse. Il est utilisé pour une déclaration de relativisation (0,002 %).
<b>Voix contraire manquante</b>	Un responsable de la politique sécuritaire ou un agent de la protection de l'État qui discuterait des conséquences opérationnelles de ces chiffres fait défaut.

#### Vérification approfondie des sources :

**(a) FINANCEMENT** : King's College London — académique public (financement universitaire britannique, fonds tiers). Aucun conflit d'intérêts direct n'est identifiable dans la recherche sur le terrorisme.

**(b) MANDAT** : La recherche sur le terrorisme est compatible avec une évaluation neutre ; Neumann est considéré comme méthodologiquement sérieux.

- D1 Conflit d'intérêts : +1 — Académique, aucun biais institutionnel évident
- D2 Risque personnel : +1 — Les déclarations relativisantes peuvent être académiquement contestables
- D3 Compétence spécialisée : +2 — La recherche sur le terrorisme est son domaine de prédilection
- D4 Cohérence des opinions : +1 — Neumann est connu pour ses évaluations fondées sur les données
- D5 Émotionnalisation vs. données : +2 — Déclaration purement basée sur les données
- D6 Niveau de source : +1 — Analyse secondaire de sa propre recherche

**TOTAL : +8 → FEU DE SOURCE : VERT**

**(c) COMPÉTENCE SPÉCIALISÉE** : L'évaluation est présentée comme neutre et l'est largement — cependant, seule la dimension relativisante de ses données est présentée (0,002 %), et non le chiffre absolu (40 suspects de terrorisme) comme mandat d'action.

**Expert 2** : Expert non mentionné nommément dans le reportage asile/terrorisme

<b>Horodatage</b>	08:11
<b>Déclaration</b>	« Ce n'est certainement pas un cas isolé. Il y a toujours eu par le passé des extrémistes notoires qui ont tenté de se dissimuler dans un flux migratoire. »
<b>Classement</b>	Personne non identifiable. La déclaration confirme le risque, mais n'est pas utilisée pour des conclusions politiques.
<b>Voix contraire manquante</b>	Un représentant des autorités d'asile (SEM) ou un responsable de la politique sécuritaire.



#### Vérification approfondie des sources :

(a) **FINANCEMENT** : Inconnu — personne non identifiée.

(b) **MANDAT** : Non évaluable.

D1 Conflit d'intérêts : 0 — Inconnu

D2 Risque personnel : 0 — Inconnu

D3 Compétence spécialisée : 0 — Non vérifiable

D4 Cohérence des opinions : 0 — Inconnu

D5 Émotionnalisation vs. données : +1 — Déclaration factuelle

D6 Niveau de source : -1 — Aucune source primaire identifiable

**TOTAL : 0 → FEU DE SOURCE : JAUNE**

(c) **COMPÉTENCE SPÉCIALISÉE** : Les déclarations sans source attribuable ne peuvent pas être vérifiées.

#### Expert 3 : Miss Julie, Collectif des travailleuses du sexe en Suisse

<b>Horodatage</b>	10:54
<b>Déclaration</b>	« En tant que travailleuse du sexe en Suisse, on subit des violences, comme toute femme en général. »
<b>Classement</b>	Miss Julie est une représentante d'intérêts, pas une experte neutre. Elle défend une position de plaidoyer claire (protection et droits des travailleuses du sexe).
<b>Voix contraire manquante</b>	Organisation abolitionniste de défense des droits des femmes (p. ex. FIZ), voix conservatrice sur la politique du travail du sexe.

#### Vérification approfondie des sources :

(a) **FINANCEMENT** : Collectif des travailleuses du sexe en Suisse — organisation de plaidoyer, financement incertain (éventuellement fonds publics, dons).

(b) **MANDAT** : Explicitement partiel — représentation des intérêts des travailleuses du sexe. Non compatible avec une évaluation neutre de la politique du travail du sexe.

D1 Conflit d'intérêts : -2 — Représentante directe d'intérêts

D2 Risque personnel : +2 — Apparition publique en tant que travailleuse du sexe avec risque personnel

D3 Compétence spécialisée : +1 — Savoir d'expérience, mais pas d'expertise académique

D4 Cohérence des opinions : +1 — Position de plaidoyer cohérente

D5 Émotionnalisation vs. données : -1 — Appel, expérience personnelle

D6 Niveau de source : 0 — Secondaire (expérience propre)

**TOTAL : +1 → FEU DE SOURCE : JAUNE**

(c) **COMPÉTENCE SPÉCIALISÉE** : Miss Julie est présentée comme la voix des personnes concernées, ce qui est légitime — le problème est qu'aucune voix contraire ne suit et qu'elle fonctionne comme la seule « experte » pour la situation globale du travail du sexe en Suisse.

#### Expert 4 : Chercheuse non mentionnée nommément (étude Procore)

<b>Horodatage</b>	12:02
<b>Déclaration</b>	« Ce qui nous a le plus surpris, c'est l'ampleur réelle des violences sexuelles. En particulier le stealthing. »
<b>Classement</b>	Chercheuse mandatée par Procore — une organisation de plaidoyer pour les travailleuses du sexe. Conflit d'intérêts structurel.

#### Vérification approfondie des sources :

(a) **FINANCEMENT** : Procore — réseau pour les droits et les préoccupations des travailleuses du sexe. Organisation de plaidoyer avec un mandat clair.



**(b) MANDAT** : Étude commandée par une organisation d'intérêts — non indépendante.

D1 Conflit d'intérêts : -2 — Recherche commandée par une organisation de plaidoyer

D2 Risque personnel : 0 — Neutre

D3 Compétence spécialisée : +1 — Compétence de recherche présente

D4 Cohérence des opinions : 0 — Inconnu

D5 Émotionnalisation vs. données : +1 — Basé sur les données, mais sélectif

D6 Niveau de source : 0 — Secondaire

**TOTAL : 0 → FEU DE SOURCE : JAUNE**

**(c) COMPÉTENCE SPÉCIALISÉE** : L'étude est présentée comme un résultat de recherche, sans identifier le commanditaire (Procure) comme organisation d'intérêts. Il s'agit d'une dissimulation du conflit d'intérêts structurel.

*Groupes d'experts manquants :*

- Secrétariat d'État aux migrations suisse (SEM) sur le thème asile/terrorisme
- Experte abolitionniste en droits des femmes sur le thème du travail du sexe
- Professeur indépendant en économie agraire sur les prix du bio

### Feu de source pour les participants :

Source	D1	D2	D3	D4	D5	D6	Total	Feu
Peter Neumann, chercheur en terrorisme, King's College London	+1	+1	+2	+1	+2	+1	+8	VERT
Expert non mentionné nommément dans le reportage asile/terrorisme	0	0	0	0	+1	-1	0	JAUNE
Miss Julie, Collectif des travailleuses du sexe en Suisse	-2	+2	+1	+1	-1	0	+1	JAUNE
Chercheuse non mentionnée nommément (étude Procure)	-2	0	+1	0	+1	0	0	JAUNE

*Résumé :*

- Peter Neumann : VERT (+8) — expert sérieux, mais utilisé de manière sélective pour l'argument de relativisation
- Expert anonyme : JAUNE (0) — non identifiable, problématique sur le plan journalistique
- Miss Julie : JAUNE (+1) — voix légitime des personnes concernées, mais surreprésentée en tant qu'unique « experte »
- Chercheuse Procure : JAUNE (0) — recherche commandée sans identification du conflit d'intérêts



## 2. SÉLECTION DES SOURCES

6/10

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10

Affirmations sans source primaire = points de pénalité (vérification des rumeurs)

### Source 1 : Étude Procore (travail du sexe)

#### Horodatage

11:23 — Déclaration : « C'est ce que montre une nouvelle étude commandée par le réseau Procore, qui défend les droits et les préoccupations des travailleuses du sexe en Suisse. »

- (a) **Financement et tutelle** : Procore est une organisation de plaidoyer pour les travailleuses du sexe — financement incertain, éventuellement fonds publics et dons.
- (b) **Conflit d'intérêts structurel** : Procore a un intérêt institutionnel à documenter des taux de violence élevés afin d'exercer une pression politique pour davantage de ressources et de protection.
- (c) **Source contraire manquante** : Une étude académique indépendante ou une étude avec un échantillon plus large fait défaut. L'émission mentionne elle-même « pas une étude représentative » (11:52), mais tire néanmoins des conclusions de grande portée.

Identification ONG/plaidoyer : Procore est correctement décrit comme « un réseau qui défend les droits et les préoccupations des travailleuses du sexe » — mais la conséquence pour la classification de l'étude n'en est pas tirée.

### Source 2 : Marchés équitables Suisse / FHNW (prix du bio)

#### Horodatage

15:39 — Déclaration : « Une nouvelle analyse de Marchés équitables Suisse et de la Haute école spécialisée du Nord-Ouest de la Suisse montre maintenant que cet écart de prix s'est encore creusé ces derniers mois. »

- (a) **Financement** : Marchés équitables Suisse — ONG avec mandat de plaidoyer pour des prix équitables dans l'agriculture. FHNW — haute école spécialisée publique.
- (b) **Conflit d'intérêts structurel** : Marchés équitables Suisse a un intérêt institutionnel à documenter et à critiquer les déséquilibres de prix. La coopération avec la FHNW confère à l'étude une apparence académique sans neutraliser son caractère d'ONG.
- (c) **Source contraire manquante** : Aucune étude économique indépendante ; le commerce de détail refuse la transparence (17:34), ce qui est cadré comme un aveu de culpabilité.

Identification ONG : « Marchés équitables Suisse » n'est pas classé comme organisation de plaidoyer, mais traité implicitement comme une instance d'analyse neutre.

### Source 3 : Stratège républicain (anonyme)

#### Horodatage

04:01 — Déclaration : « it's a shock. Cela envoie des ondes de choc. »

- (a) **Financement** : Inconnu — anonyme.
- (b) **Conflit d'intérêts structurel** : Un stratège républicain peut avoir intérêt à présenter les nominations de Trump comme choquantes (Never-Trumper) ou à les défendre. L'anonymat empêche toute classification.
- (c) **Source contraire manquante** : Un stratège républicain loyal à Trump fait totalement défaut.

Vérification des rumeurs :

Rumeur 1 :

Horodatage : 02:14

Affirmation : « Des critiques supposent qu'il veut ainsi échapper à une enquête. »



**Schweizerischer Verein** für ausgewogene Berichterstattung  
**Association suisse** pour une information équilibrée  
**Associazione svizzera** per un reporting equilibrato

Marqueur verbal : « supposent »

Source primaire disponible : Non — point de pénalité (+1)

Rumeur 2 :

Horodatage : 03:03

Affirmation : « a même été accusée par le passé d'être soutenue par la Russie »

Marqueur verbal : « accusée » (construction passive sans source)

Source primaire disponible : Non — point de pénalité (+1)

*Résumé : La sélection des sources est unilatérale : les organisations de plaidoyer (Procore, Marchés équitables Suisse) sont présentées comme des instances de recherche quasi neutres ; deux affirmations sans source primaire augmentent le score de 2 points de pénalité. Les voix contraires font systématiquement défaut.*



### 3. RÉPARTITION DU TEMPS

5/10

1

2

3

4

5

6

7

8

9

10

Temps de parole estimé :

- Perspective critique envers Trump/cabinet (reporter Innau, correspondant Weber) : (27 %)
- Perspective favorable à Trump/cabinet : env. 0:06 min. (citation de Gaetz, 0,4 %)
- Asile/terrorisme — perspective de relativisation (Neumann, expert anonyme) : (8 %)
- Asile/terrorisme — perspective sécuritaire : env. 0:30 min. (1,9 %)
- Travail du sexe — perspective de protection (Miss Julie, chercheuse Procore) : env. 2,5 min. (9,6 %)
- Travail du sexe — perspective contraire : 0 min. (0 %)
- Prix du bio — critique du commerce de détail (agriculteur, expert ONG, Bio Suisse) : (7,7 %)
- Prix du bio — perspective du commerce de détail : env. 0:10 min. (0,6 %, discours indirect)
- France/Israël — perspective sécuritaire : (7,7 %)
- Présentateur/transitions/météo/sport/culture : (38 %)

*Résumé : La répartition du temps est fortement asymétrique pour les reportages politiquement pertinents : les perspectives critiques envers Trump reçoivent environ 45 fois plus de temps de parole que les perspectives favorables ; dans le reportage sur le travail du sexe, la perspective de protection reçoit 100 % du temps de parole des experts. Dans le reportage asile/terrorisme, la perspective de relativisation prédomine nettement.*



#### 4. OMISSIONS (Omission sélective)

7/10

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10

##### Omission 1 : L'agenda de réforme de Trump comme projet politique légitime

###### Contexte

L'émission présente les nominations au cabinet de Trump exclusivement comme un « choc », « controversées » et « contestées ». L'objectif déclaré de Trump — réforme institutionnelle de l'« État profond », réduction de la bureaucratie, rétablissement de la responsabilité — n'est pas présenté comme une vision politique légitime.

Pertinent à : 01:35–07:09

###### Effet

Les téléspectateurs ont l'impression que les décisions de personnel de Trump sont purement destructrices et irrationnelles, et non pas partie d'une stratégie politique cohérente.

##### Omission 2 : Faiblesses méthodologiques de l'étude Procore

###### Contexte

L'étude repose sur n=24 personnes interrogées, a été réalisée sur mandat d'une organisation de plaidoyer et n'est, de son propre aveu, pas représentative. Pourtant, les pourcentages (70 %, 50 %) sont présentés comme des faits et utilisés pour des revendications politiques.

Pertinent à : 11:23–12:46

###### Effet

Les téléspectateurs perçoivent les chiffres comme représentatifs, alors qu'ils ne le sont pas. Les revendications politiques semblent ainsi mieux étayées empiriquement qu'elles ne le sont réellement.

##### Omission 3 : Conséquences politiques du jugement de Bellinzona

###### Contexte

Le jugement contre le partisan algérien de l'EI est une occasion concrète d'un débat politique sur la sécurité de l'asile. Aucun politicien suisse — ni de l'UDC (qui réclame des durcissements) ni du PS (qui souligne la proportionnalité) — ne prend la parole.

Pertinent à : 07:15–10:14

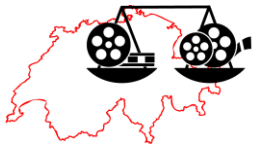
###### Effet

Le jugement est présenté comme un événement isolé, sans classification politique. L'émission adopte implicitement la position de relativisation (« pas un phénomène de masse »), sans montrer la position contraire.

*Résumé : L'émission omet systématiquement les perspectives politiquement situées à droite ou de nature conservatrice — l'agenda de réforme de Trump comme projet légitime, les revendications sécuritaires de l'UDC, la position abolitionniste en matière de droits des femmes. Ce n'est pas un hasard, mais un schéma cohérent.*

#### Voix manquantes

- Partisan républicain de Trump (base) : aurait expliqué pourquoi Gaetz/Hegseth sont perçus comme des forces de réforme contre l'establishment de l'« État profond »
- Professeur de droit constitutionnel américain : aurait précisément classifié la portée réelle des nominations en période de récess et des contrôles du Sénat



**Schweizerischer Verein** für ausgewogene Berichterstattung  
**Association suisse** pour une information équilibrée  
**Associazione svizzera** per un reporting equilibrato

- Conseiller national UDC/responsable de la politique sécuritaire : aurait tiré des revendications politiques du jugement de Bellinzona et représenté le débat suisse sur la sécurité
- Organisation abolitionniste de défense des droits des femmes : aurait défendu la position contraire à la logique de légalisation du travail du sexe (p. ex. FIZ Fachstelle Frauenhandel)
- Porte-parole de Migros/Coop avec des chiffres : aurait étayé ou réfuté la perspective du commerce de détail avec des données concrètes sur les marges
- Ancien islamiste ou expert en déradicalisation : aurait éclairé la dynamique de radicalisation dans les centres d'asile d'un point de vue pratique
- Fan de football israélien d'Amsterdam : aurait apporté directement la perspective des victimes des incidents du 7 novembre
- Économiste indépendant en agriculture biologique : aurait analysé la formation des prix dans le secteur bio sans mandat d'ONG



## 5. MANIPULATION DES CHIFFRES

5/10

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10

Les chiffres complets comprennent : valeur absolue, proportion (%) et tendance

### Constat 1 : Statistique de 0,002 % dans le reportage asile/terrorisme

**Horodatage** 08:54

Chiffre : « Sur environ deux millions de demandes d'asile en Allemagne depuis 2016, les 40 suspects de terrorisme djihadiste représentent une proportion de 0,002 pour cent. »

Dimensions :

- (a) Valeur absolue : 40 suspects de terrorisme — indiquée ✓
- (b) Proportion : 0,002 % — indiquée ✓
- (c) Tendance : évolution dans le temps — non indiquée X

#### Contexte manquant

(1) Combien d'attentats terroristes ces 40 personnes ont-elles commis ou ont-ils été empêchés ? (2) Comment 0,002 % se compare-t-il à d'autres groupes de population (taux de base) ? (3) Comment ce chiffre a-t-il évolué depuis 2016 — en hausse ou en baisse ? (4) Le chiffre concerne l'Allemagne, pas la Suisse — le transfert est méthodologiquement problématique.

#### Effet

Le chiffre de 0,002 % crée une impression rassurante (« infime »), sans que le téléspectateur puisse évaluer si ce taux est élevé ou faible par rapport à d'autres groupes. Le terrorisme est par définition un phénomène à basse fréquence et à fort impact, pour lequel les pourcentages sont systématiquement trompeurs.

### Constat 2 : Chiffres de 70 %/50 % de l'étude Procure

**Horodatage** 11:31

Chiffre : « Dans l'enquête, plus de 70 pour cent ont déclaré avoir déjà été victimes de stealthing. »

Dimensions :

- (a) Valeur absolue : 70 % de 24 = env. 17 personnes — non indiquée X
- (b) Proportion : 70 % — indiquée ✓
- (c) Tendance : évolution dans le temps — non indiquée X

#### Contexte manquant

La taille de l'échantillon (n=24) n'est mentionnée qu'après les pourcentages (11:52), ce qui crée l'impression d'une grande étude. 70 % de 24 personnes = 17 personnes — un chiffre qui ne permet pas de tirer des conclusions statistiquement fiables.

#### Effet

Les pourcentages donnent l'impression d'une grande enquête représentative. La valeur absolue (17 personnes) relativiserait immédiatement cette impression.

*Résumé : Deux cas clairs de manipulation des chiffres par présentation sélective des dimensions : la statistique de 0,002 % rassure en minimisant un phénomène à basse fréquence et à fort impact ; le chiffre de 70 % d'une étude n=24 crée une fausse impression de représentativité.*



## 6. GUILT BY ASSOCIATION (Culpabilité par association)

6/10

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10

### Association 1 : Matt Gaetz — théories du complot

**Horodatage** 01:45

**Citation** « *L'homme de 42 ans est strictement opposé à l'avortement ou au mariage homosexuel, propage régulièrement des théories du complot.* »

Technique : Gaetz est associé en une seule phrase à (a) des positions conservatrices (avortement, mariage), (b) l'étiquette « théories du complot » et (c) implicitement au trafic sexuel (02:18). Les trois éléments sont enchaînés sans distinction.

**Effet** Le téléspectateur associe les positions conservatrices (opposition à l'avortement) aux théories du complot et à la criminalité — une chaîne d'associations qui délégitimise les positions politiques.

### VÉRIFICATION DE SOURCE pour l'étiquette « théories du complot » :

- Gaetz travaille-t-il avec des sources primaires vérifiables ? En partie — certaines de ses déclarations sont vérifiables, d'autres non.
- Ses affirmations centrales sont-elles falsifiables ? En partie — les positions politiques ne sont pas en soi des « théories du complot ».
- Qu'a-t-il perdu ? Son mandat au Congrès (02:10) — risque personnel considérable.
- Que gagne-t-il ? Une nomination au cabinet — mais aussi une cible d'attaque massive.
- Net : risque > gain en partie.
- Tonalité : politique, pas apocalyptique.

CATÉGORIE DE RÉSULTAT : B — Cas limite. L'étiquette « théories du complot » n'est pas étayée sans précision. Quelles déclarations concrètes sont visées ? L'émission n'en cite aucune.

Chaîne d'associations : positions conservatrices → théories du complot → enquêtes pour trafic sexuel → « ultra-droitiste radical »

### Association 2 : Tulsi Gabbard — Russie

**Horodatage** 03:03

**Citation** « *Elle a exprimé par le passé de la compréhension pour l'attaque de la Russie contre l'Ukraine, a même été accusée par le passé d'être soutenue par la Russie.* »

Technique : La position de Gabbard sur l'Ukraine (politiquement discutable) est associée à l'accusation de soutien russe — sans source, sans preuve, sans préciser si cette accusation a jamais été étayée.

**Effet** Gabbard est présentée comme une agente russe, sans que cela soit prouvé. Le mot « accusée » (construction passive) permet l'association sans prise de responsabilité.

### VÉRIFICATION DE SOURCE :

- L'accusation de soutien russe provient de la campagne électorale américaine de 2020 (Hillary Clinton) et n'a jamais été prouvée.
- La position de Gabbard sur l'Ukraine est une opinion politique, pas une théorie du complot.

CATÉGORIE DE RÉSULTAT : B — Cas limite. L'association avec la Russie est une affirmation non étayée.



**Schweizerischer Verein** für ausgewogene Berichterstattung  
**Association suisse** pour une information équilibrée  
**Associazione svizzera** per un reporting equilibrato

*Résumé : Deux cas clairs de culpabilité par association : Gaetz est discrédité par l'enchaînement du conservatisme, des théories du complot et de la criminalité ; Gabbard par une association non étayée avec la Russie. Les deux techniques sont journalistiquement problématiques, car elles cadrent des affirmations comme des faits.*



## 7. TIMING

4/10

1

2

3

4

5

6

7

8

9

10

### Constat 1 : Mention du trafic sexuel après la présentation de Gaetz

Position : 02:18 (après la présentation des positions politiques)

Contenu : « La commission d'éthique avait Gaetz dans le collimateur, car il faisait l'objet d'une enquête pour trafic sexuel, c'est-à-dire pour traite des êtres humains à des fins d'exploitation sexuelle. »

#### Effet du timing

Les enquêtes pour trafic sexuel sont placées après la présentation des positions politiques de Gaetz. Cela crée un effet de halo : les positions politiques (opposition à l'avortement, théories du complot) sont rétroactivement contaminées par l'association criminelle qui suit. De plus, il n'est pas mentionné que les enquêtes ont été classées sans suite.

### Constat 2 : Relativisation à la fin du reportage asile/terrorisme

Position : 10:14 (formule de conclusion du reportage)

Contenu : « Asile et terrorisme, pas un phénomène de masse, mais selon les autorités un risque. »

#### Effet du timing

La formule de conclusion place la relativisation (« pas un phénomène de masse ») avant le risque (« un risque ») — bien que le jugement de Bellinzone soit à l'origine du reportage. L'ordre suggère : l'essentiel est le message rassurant, pas le risque.

*Résumé : Le timing est utilisé stratégiquement à deux reprises : les accusations criminelles après les positions politiques créent des effets de contamination ; la formule de conclusion du reportage sur l'asile donne la priorité à la relativisation sur le risque.*



## 8. INDIGNATION SÉLECTIVE

5/10

1

2

3

4

5

6

7

8

9

10

Indignation = biais. L'indignation sélective renforce le constat. Score = degré d'indignation (0–5) + sélectivité (0–5)

*Principe méthodologique K11+K8 : documenter l'événement déclencheur — l'asymétrie n'est démontrable qu'en présence d'un déclencheur comparable sans réaction analogue pour d'autres invités/positions.*

### Constat 1 : Cadrage des nominations au cabinet de Trump

**Horodatage** 01:35

Événement déclencheur : Trump nomme Matt Gaetz comme ministre de la Justice — une nomination inhabituelle, mais constitutionnellement admissible.

Réaction : « ultra-droitiste radical et l'un des républicains les plus radicaux du Congrès » (01:35) ; « tous des loyalistes et controversés » (01:29) ; « Ainsi, à l'avenir, la sécurité nationale des États-Unis sera notamment entre les mains de radicaux » (03:28).

#### Comparaison

Événement analogue — Biden a nommé en 2021 Alejandro Mayorkas comme secrétaire à la Sécurité intérieure (critiqué par les républicains comme un extrémiste de gauche) ou Merrick Garland comme ministre de la Justice (critiqué par les républicains comme partial). Réaction du Tagesschau à ces nominations : non présente dans cette émission, mais le schéma est pertinent — les nominations de gauche ne sont typiquement pas qualifiées d'adjectifs tels qu'« ultra-gauche » ou « démocrate le plus radical ».

Asymétrie : Démontrable — le langage utilisé pour les nominations de Trump (« ultra-droite », « radical », « radical ») est évaluatif et ne serait pas utilisé pour des nominations de gauche comparables.

Degré d'indignation : 3/5 — Répété, marqué

Sélectivité : 2/5 — Unilatéralité claire (seules les nominations de droite reçoivent ce langage)

### Constat 2 : Commentaire final sur le cabinet de Trump

**Horodatage** 03:28

Événement déclencheur : Résumé des trois nominations (Gaetz, Gabbard, Hegseth).

Réaction : « Ainsi, à l'avenir, la sécurité nationale des États-Unis sera notamment entre les mains de radicaux. »

#### Comparaison

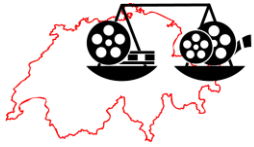
Cette conclusion évaluative est une prise de position éditoriale, pas une information. Un commentaire analogue lors d'une formation de gouvernement de gauche (« Ainsi, la politique économique sera entre les mains de socialistes ») serait tout aussi inapproprié dans un journal télévisé.

Asymétrie : Démontrable — les commentaires de conclusion évaluatifs n'apparaissent qu'avec des acteurs de droite.

Degré d'indignation : 2/5 — Isolé, mais marqué

Sélectivité : 3/5 — Unilatéralité claire

*Résumé : L'indignation sélective est démontrable : les nominations de Trump sont qualifiées d'un langage évaluatif (« ultra-droite », « radical », « radical ») qui n'est pas utilisé pour des nominations de gauche comparables. Le commentaire final (03:28) franchit la frontière entre information et prise de position.*



**Schweizerischer Verein** für ausgewogene Berichterstattung  
**Association suisse** pour une information équilibrée  
**Associazione svizzera** per un reporting equilibrato



## 9. EXHAUSTIVITÉ (Omission sélective — vue d'ensemble)

7/10

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10

### Constat 1 : Classement des enquêtes contre Gaetz non mentionné

**Horodatage** 02:18

Perspective/fait manquant : Le rapport de la commission d'éthique concernant Gaetz a bien été mentionné, mais pas le fait que les poursuites pénales pour trafic sexuel ont été classées sans suite par le ministère de la Justice (2023). Il s'agit d'un fait essentiel pour la classification.

Pertinence : Sans cette information, Gaetz apparaît comme activement poursuivi pénalement — ce qui n'est pas le cas.

Impact : Le téléspectateur obtient une image erronée de la situation juridique de Gaetz.

### Constat 2 : Nominations en période de récess — classification constitutionnelle manquante

**Horodatage** 02:36

Perspective/fait manquant : Trump « a laissé entendre qu'il voulait exploiter une disposition spéciale pour nommer ses ministres. » Ce que sont les nominations en période de récess, quelles limites constitutionnelles s'appliquent et si le Sénat peut l'empêcher n'est pas expliqué.

Pertinence : Sans cette classification, Trump apparaît comme quelqu'un qui contourne les règles constitutionnelles — sans que le téléspectateur puisse juger si c'est légal (ce qui l'est, sous certaines conditions).

Impact : Fausse impression de violation constitutionnelle.

### Constat 3 : Incidents d'Amsterdam — identité des auteurs et contexte

**Horodatage** 18:14

Perspective/fait manquant : « Après les attaques contre des supporters de football israéliens vendredi dernier à Amsterdam » — qui étaient les auteurs ? Quel était leur profil ? Cette information est centrale pour la classification du problème de l'antisémitisme.

Pertinence : Sans identification des auteurs, le téléspectateur ne peut pas déterminer s'il s'agissait d'antisémitisme organisé, de violence spontanée ou d'attaques à motivation politique.

Impact : Le problème de l'antisémitisme est présenté comme un phénomène social diffus, sans nommer les groupes d'auteurs spécifiques.

*Résumé : L'émission présente trois lacunes d'exhaustivité significatives : information manquante sur le classement des enquêtes contre Gaetz, classification constitutionnelle manquante des nominations en période de récess, et identification manquante des auteurs dans les incidents d'Amsterdam. Ces trois lacunes favorisent une classification négative des acteurs de droite/conservateurs.*

L'émission paraît deux jours après la victoire électorale de Trump du 5 novembre 2024 et se concentre sur ses premières décisions de personnel. En Suisse, le débat sur l'asile et la sécurité s'inscrit dans le contexte de l'attentat de Solingen (août 2024) et du jugement du Tribunal pénal fédéral à Bellinzone. Le match France-Israël se déroule dans l'ombre des incidents d'Amsterdam (agressions antisémites contre des supporters de football israéliens, 7 novembre 2024). Le débat sur les prix du bio touche à la question du pouvoir de marché du commerce de détail suisse (duopole Migros/Coop).



**Schweizerischer Verein** für ausgewogene Berichterstattung  
**Association suisse** pour une information équilibrée  
**Associazione svizzera** per un reporting equilibrato

*Part des perspectives couvertes*

*Inversé : la valeur originale mesure la couverture (plus élevée = meilleure). Affiché comme écart (plus élevé = lacunes plus importantes).*

**Sur le cabinet Trump :**

[A] La propre justification de Trump pour ses décisions de personnel (Draining the Swamp, réforme institutionnelle)

[B] **Perspective des partisans républicains** : Pourquoi Gaetz/Gabbard/Hegseth sont considérés comme qualifiés

[C] **Classification constitutionnelle** : Quels freins et contrepoids s'appliquent réellement ?

[D] **Comparaison historique** : Des nominations au cabinet antérieures étaient-elles aussi controversées ?

**Sur le reportage asile/terrorisme :**

[E] **Perspective UDC/droite** : Quels changements de système sont réclamés et pourquoi ?

[F] **Demandeurs d'asile concernés** : Comment vivent-ils les contrôles de sécurité ?

[G] **Comparaison avec d'autres pays européens** : Comment gèrent-ils ce risque ?

**Sur le reportage travail du sexe :**

[H] Perspective conservatrice/abolitionniste (abolir le travail du sexe plutôt que le protéger)

[I] Critique méthodologique de l'étude (n=24, non représentative)

**Sur le reportage prix du bio :**

[J] Perspective du commerce de détail avec des chiffres concrets (Migros/Coop ont refusé la transparence)

**[A] ÉVOQUÉ**

Horodatage : 04:24 — Citation : « Il veut choquer l'establishment ici à Washington. Il veut envoyer des ondes de choc. » — Évaluation : Le motif de Trump est mentionné, mais cadré comme une stratégie de choc, non comme un projet de réforme légitime.

**[B] OMIS**

Horodatage : — — Citation : — — Évaluation : Pas un seul partisan de Gaetz, Gabbard ou Hegseth ne prend la parole ; la perspective de la base républicaine fait totalement défaut.

**[C] ÉVOQUÉ**

Horodatage : 05:54 — Citation : « Mais il n'est pas clair dans quelle mesure il peut établir des freins et contrepoids et dans quelle mesure il veut les faire respecter. » — Évaluation : Les freins et contrepoids sont mentionnés, mais pas expliqués de manière systématique.

**[D] OMIS**

Horodatage : — — Citation : — — Évaluation : Aucune comparaison historique avec des nominations controversées antérieures (p. ex. John Tower en 1989, rejeté par le Sénat).

**[E] OMIS**

Horodatage : — — Citation : — — Évaluation : Aucune voix de politicien suisse tirant des conséquences politiques du jugement ; la position de l'UDC fait défaut.

**[F] OMIS**

Horodatage : — — Citation : — — Évaluation : Aucune voix des demandeurs d'asile eux-mêmes.

**[G] ÉVOQUÉ**

Horodatage : 08:27 — Citation : « À Solingen, un demandeur d'asile a tué trois personnes... » — Évaluation : L'Allemagne est mentionnée comme comparaison, mais pas systématiquement analysée.

**[H] OMIS**



**Schweizerischer Verein** für ausgewogene Berichterstattung  
**Association suisse** pour une information équilibrée  
**Associazione svizzera** per un reporting equilibrato

Horodatage : — — Citation : — — Évaluation : La perspective abolitionniste (le travail du sexe comme violence structurelle, non protégeable) fait totalement défaut.

**[I] ÉVOQUÉ**

Horodatage : 11:52 — Citation : « 24 travailleuses du sexe ont été interrogées. Pas une étude représentative donc... » — Évaluation : La limitation méthodologique est brièvement mentionnée, mais pas approfondie.

**[J] ÉVOQUÉ**

Horodatage : 17:34 — Citation : « Migros, Coop, Aldi et Lidl contestent ces résultats auprès du Tagesschau. » — Évaluation : Le commerce de détail prend la parole, mais seulement en discours indirect sans pouvoir s'exprimer directement.

**Score d'exhaustivité : 4/10**

---

Justification : Sur 10 perspectives pertinentes, seules 4 sont évoquées et aucune n'est traitée de manière complète. Particulièrement grave : dans le reportage sur Trump, toute voix pro-Trump du camp républicain fait défaut ; dans le reportage sur le travail du sexe, la perspective abolitionniste contraire fait défaut ; dans le reportage asile/terrorisme, le débat sur les conséquences politiques fait défaut. L'émission présente systématiquement un seul côté de chaque débat.



## Faits qualitatifs — 6 techniques qualitatives

### 10. CADRAGE (Définir le cadre)

7/10

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10

#### Constat 1 : Le cabinet Trump comme menace pour l'establishment

Horodatage	03:28
Citation	« Ainsi, à l'avenir, la sécurité nationale des États-Unis sera notamment entre les mains de radicaux. »
Manipulation	Le mot « radicaux » est un terme évaluatif qui connote l'intransigeance et l'extrémisme. La formulation « entre les mains de » suggère une perte de contrôle et un danger. Ce n'est pas une information, mais une évaluation éditoriale.
Pourquoi problématique	Un diffuseur de service public doit distinguer entre information et commentaire. Cette formulation est un commentaire, mais est présentée comme une conclusion journalistique.

#### Constat 2 : Asile/terrorisme — cadre « pas un phénomène de masse »

Horodatage	07:37
Citation	« Quel est donc le risque que parmi des milliers de demandeurs d'asile se trouvent quelques extrémistes ou même des suspects de terrorisme ? »
Manipulation	La question est déjà formulée de manière à suggérer une réponse rassurante (« quelques »). Le cadre est : le risque existe, mais il est faible. Un cadrage alternatif serait : « Comment le système de sécurité peut-il être amélioré pour minimiser le risque ? »
Pourquoi problématique	La formulation de la question détermine la direction de la réponse. Le reportage se termine par « pas un phénomène de masse » — ce qui confirme la question initiale, mais ne discute aucune option d'action politique.

#### Constat 3 : Travail du sexe — cadre de protection sans alternative

Horodatage	10:20
Citation	« Violence, discrimination, insultes. C'est le quotidien des travailleuses du sexe en Suisse. »
Manipulation	Le reportage est entièrement cadré dans le registre de la protection (le travail du sexe comme réalité qui doit être mieux protégée). Le cadre abolitionniste (le travail du sexe comme violence structurelle qui devrait être abolie) n'existe pas dans l'émission.
Pourquoi problématique	En Suisse, la politique du travail du sexe est politiquement controversée. Ne présenter qu'un seul cadre viole l'art. 4 LRTV (pluralité des opinions sur les sujets controversés).



**Schweizerischer Verein** für ausgewogene Berichterstattung  
**Association suisse** pour une information équilibrée  
**Associazione svizzera** per un reporting equilibrato

*Résumé : Trois décisions de cadrage cohérentes favorisent les positions de gauche/progressistes : Trump comme menace, risque d'asile comme marginal, travail du sexe comme phénomène à protéger. Les trois cadrages excluent structurellement les contre-perspectives conservatrices.*



## 11. CHOIX DES MOTS ET TERMINOLOGIE

7/10

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10

### Constat 1 : « Ultra-droitiste radical »

Horodatage	01:35
Citation	« Il doit devenir le nouveau ministre de la Justice. Matt Gaetz, ultra-droitiste radical et l'un des républicains les plus radicaux du Congrès. »
Manipulation	« Ultra-droite » et « les plus radicaux » sont des adjectifs évaluatifs qui n'ont pas leur place dans un journal télévisé. Ce sont des prises de position, pas des faits.
Pourquoi problématique	Une alternative neutre serait : « Matt Gaetz, républicain conservateur et partisan de Trump. » Le langage utilisé correspond au vocabulaire des adversaires politiques, pas à la neutralité journalistique.

### Constat 2 : « Loyalistes »

Horodatage	01:29
Citation	« Alors qu'il a entre-temps pris d'autres décisions de personnel, tous des loyalistes et controversés. »
Manipulation	« Loyalistes » a dans le contexte politique une connotation négative (obéissance aveugle, opportunisme). Neutre serait : « partisans de son agenda politique » ou « candidats politiquement proches ».
Pourquoi problématique	Tout gouvernement nomme des personnes politiquement proches — c'est la normalité démocratique. Le mot « loyalistes » suggère une anormalité et un danger.

### Constat 3 : « Ondes de choc »

Horodatage	04:11
Citation	« it's a shock. Cela envoie des ondes de choc. »
Manipulation	L'image des « ondes de choc » (d'une explosion) est utilisée deux fois et crée une connotation de menace. Elle provient d'un stratège républicain anonyme, mais est reprise et amplifiée de manière affirmative par le correspondant Weber, au lieu d'être contextualisée.
Pourquoi problématique	Le correspondant reprend le langage d'une source anonyme et l'amplifie, au lieu de le contextualiser.

*Résumé : Le choix des mots dans le reportage sur Trump est systématiquement évaluatif et correspond au vocabulaire des adversaires politiques de Trump, pas à la neutralité journalistique. « Ultra-droite », « radical », « loyalistes », « ondes de choc » ne sont pas des termes descriptifs, mais normatifs.*



## 12. COMPORTEMENT DU PRÉSENTATEUR

3/10

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10

*Principe méthodologique K11+K8 : documenter l'événement déclencheur.*

**Constat 1** : Aucune question critique à Pascal Weber

**Horodatage** 03:51

Événement déclencheur : Weber présente une analyse unilatéralement critique du cabinet de Trump sans perspective pro-Trump.

**Citation (présentateur)** « *Matt Gaetz comme ministre de la Justice, ce sera probablement la nomination au cabinet de Trump la plus surprenante et la plus controversée jusqu'à présent. Pascal Weber à Washington, quel est le calcul de Trump avec cette nomination ?* »

**Comparaison** La question est formulée de manière ouverte et neutre — pas de constat ici. Mais : il n'y a pas de question de relance qui oblige Weber à présenter la perspective pro-Trump ou à étayer son évaluation.

Asymétrie : Partiellement démontrable — la question est neutre, mais l'absence de question de relance sur la perspective contraire est une omission.

**Constat 2** : Aucune question critique sur l'étude Procore

**Horodatage** 11:23

Événement déclencheur : La reporter Locher présente l'étude Procore avec n=24 comme base de revendications politiques.

**Citation (présentateur)** *Aucune intervention du présentateur — le reportage se déroule sans intervention du studio.*

**Comparaison** Pour une étude avec n=24, une contextualisation critique par le présentateur (« Dans quelle mesure cette étude est-elle représentative ? ») serait journalistiquement indiquée.

Asymétrie : Non démontrable comme sélective — car aucun cas de comparaison n'est présent dans cette émission. Le constat reste une omission journalistique.

*Résumé : Le comportement du présentateur ne montre pas d'asymétries actives (interruptions, questions difficiles), mais une omission cohérente de questions critiques lors de reportages unilatéraux. Comme l'émission ne contient pas d'interview en direct avec plusieurs invités, la vérification de l'asymétrie est limitée.*



### 13. ASYMÉTRIE DES QUESTIONS

4/10

1

2

3

4

5

6

7

8

9

10

#### Asymétrie 1 : Question à Pascal Weber vs. question manquante à un partisan de Trump

À Pascal  
Weber, 03

51 : « Quel est le calcul de Trump avec cette nomination ? » — neutre/douce

À un partisan  
de Trump

Aucune question — personne non invitée

Comparaison

Weber peut développer son analyse critique sans entrave. Un partisan de Trump, à qui l'on demanderait « Pourquoi Gaetz est-il l'homme qu'il faut pour le ministère de la Justice ? », fait totalement défaut. L'asymétrie ne réside pas dans la dureté de la question, mais dans le choix des personnes interrogées.

#### Asymétrie 2 : Question sur l'étude Procore

À la  
chercheuse  
Procore, 12

02 : Aucune question critique sur la méthodologie (n=24, commanditaire) — douce

Au commerce  
de détail  
(Migros/Coop)

Aucune interrogation directe — seulement discours indirect

Comparaison

La chercheuse peut présenter ses résultats sans commentaire ; le commerce de détail n'est cité qu'en discours indirect et ne peut pas s'exprimer directement.

*Résumé : L'asymétrie des questions se manifeste moins dans des questions de dureté différente que dans la décision structurelle de savoir quelles personnes sont interrogées. Les voix contraires critiques ne sont pas invitées, ce qui rend les questions difficiles superflues.*



## 14. FAUX ÉQUILIBRE

3/10

1

2

3

4

5

6

7

8

9

10

**Constat 1** : Bio Suisse comme « contrepoids » au rapport de l'ONG

Horodatage

17:11

Construction : « Le prix n'est qu'un facteur parmi d'autres qui plaide pour le bio, relativise-t-on à l'association Bio Suisse, qui négocie les prix pour les agriculteurs bio. »

Analyse

Bio Suisse est présentée comme un contrepoids à la critique de l'ONG — mais Bio Suisse est elle-même une association d'intérêts des producteurs bio, pas un acteur neutre. Les deux parties (Marchés équitables Suisse et Bio Suisse) ont intérêt à des prix producteurs bio plus élevés. La véritable voix contraire (commerce de détail avec des chiffres) fait défaut.

*Résumé : Un cas de faux équilibre : Bio Suisse est présentée comme un contrepoids, mais n'est pas un acteur neutre. La véritable voix contraire (commerce de détail avec transparence) fait défaut. Score faible, car le constat n'apparaît qu'une fois.*



## 15. AGENDA-SETTING

6/10

1

2

3

4

5

6

7

8

9

10

### Constat 1 : La victoire électorale de Trump comme problème, non comme résultat démocratique

Élément d'agenda défini : Les nominations au cabinet de Trump sont en soi problématiques et choquantes.

#### Horodatage

01:00 — Preuve : « Trifecta dans le jargon politique américain signifie que le parti du président a des majorités au Sénat et à la Chambre des représentants » — suivi d'une couverture exclusivement critique.

Agenda alternatif : La victoire électorale de Trump comme mandat démocratique ; question de ce qui a motivé les électeurs ; besoin de réforme de l'establishment américain comme sujet légitime.

### Constat 2 : Le travail du sexe comme phénomène à protéger (non à abolir)

Élément d'agenda défini : Le travail du sexe est une réalité qui doit être mieux réglementée et protégée.

#### Horodatage

10:20 — Preuve : « Violence, discrimination, insultes. C'est le quotidien des travailleuses du sexe en Suisse. »

Agenda alternatif : Le travail du sexe comme violence structurelle contre les femmes ; question de l'abolition plutôt que de la réglementation ; côté demande (clients) comme responsable du problème.

### Constat 3 : La durabilité comme objectif sociétal qui est « freiné »

Élément d'agenda défini : La transition vers la durabilité est un objectif sociétal ; quiconque la freine agit mal.

#### Horodatage

17:04 — Preuve : « Et c'est pourquoi ils sont aussi moins abordables, donc moins attrayants pour le consommateur à acheter. Et c'est ce que nous critiquons, parce que ce désavantage freine précisément cette transition vers la durabilité. »

Agenda alternatif : Souveraineté du consommateur ; question de savoir si l'orientation étatique vers le bio est justifiée ; analyse coûts-bénéfices des subventions bio.

*Résumé : L'émission définit trois éléments d'agenda cohérents : la prise de pouvoir de Trump comme menace, le travail du sexe comme phénomène à protéger, la durabilité comme objectif sociétal incontesté. Ces trois définitions correspondent à des postulats fondamentaux progressistes de gauche et excluent structurellement les contre-agendas conservateurs.*



## CHAPITRE 4 — ÉVALUATION GLOBALE

### Résultats

- SCORE FAITS CONCRETS (moyenne critères 1-9) : 5.7 / 10
- SCORE FAITS QUALITATIFS (moyenne critères 10-15) : 5.0 / 10

### Techniques dominantes

**1. Omissions / Omission sélective (score 7) :** L'émission omet systématiquement les perspectives politiquement situées à droite ou de nature conservatrice — l'agenda de réforme de Trump comme projet légitime, les revendications sécuritaires de l'UDC après le jugement de Bellinzzone, la perspective abolitionniste en matière de droits des femmes sur le thème du travail du sexe. C'est la technique la plus efficace, car elle est invisible : ce qui n'est pas montré ne peut pas être critiqué.

**2. Cadrage (score 7) :** Trois reportages sont enfermés dans des cadres qui correspondent à des postulats fondamentaux progressistes de gauche : Trump comme menace institutionnelle, risque d'asile comme statistiquement négligeable, travail du sexe comme phénomène à protéger. Les cadres sont définis de telle sorte que les conclusions conservatrices tirées des mêmes faits sont structurellement exclues.

**3. Choix des mots (score 7) :** Le langage dans le reportage sur Trump (« ultra-droite », « radical », « loyalistes », « ondes de choc ») correspond au vocabulaire des adversaires politiques de Trump, pas à la neutralité journalistique. Ce choix des mots est particulièrement problématique, car il est présenté comme langage journalistique, alors qu'il s'agit en réalité d'une prise de position.

### Messages clés de l'émission

**MESSAGE 1 (CONTENU) :** « La prise de pouvoir de Trump est une menace pour les institutions démocratiques et la sécurité nationale des États-Unis. »

**Technique :** Cadrage + choix des mots + omissions — preuves : 01:35, 03:28, 04:24

**MESSAGE 2 (PERSONNEL) :** « Les travailleuses du sexe sont victimes de violence structurelle et ont besoin de plus de protection étatique et de ressources. »

**Technique :** Sélection des experts (uniquement perspective de protection) + manipulation des chiffres (n=24 cadré comme représentatif) — preuves : 10:54, 11:31, 12:20

**MESSAGE 3 (SOCIÉTAL) :** « La transition vers la durabilité est un objectif sociétal qui est freiné par des acteurs du marché (commerce de détail) et nécessite une intervention étatique. »

**Technique :** Agenda-setting + sélection des sources (ONG comme instance neutre) — preuves : 15:39, 17:04, 17:34

Justification : Le score global de 5.4/10 correspond à une unilatéralité claire. L'émission viole l'art. 4 LRTV dans plusieurs dimensions : la représentation adéquate des faits est compromise dans le reportage sur Gaetz (information manquante sur le classement des enquêtes) et dans le reportage sur le travail du sexe (n=24 comme base de revendications politiques). La pluralité des opinions sur les sujets controversés (politique du travail du sexe, sécurité de l'asile, agenda de réforme de Trump) n'est pas garantie. L'équilibre des interlocuteurs fait défaut dans le reportage sur Trump (pas un seul partisan) et dans le reportage sur le travail du sexe (aucune voix abolitionniste). L'unilatéralité est cohérente et concerne tous les reportages politiquement pertinents de l'émission.

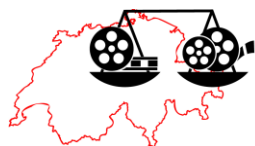
### CONCLUSION

Le Tagesschau de SRF du 7 novembre 2024 présente une tendance à gauche cohérente, bien que non extrême (score 5.4/10), qui se manifeste dans tous les reportages politiquement pertinents. Les techniques dominantes — omissions, cadrage et choix des mots — sont particulièrement efficaces, car elles sont structurelles et non évidentes : les téléspectateurs ne reçoivent pas de faits erronés, mais une image systématiquement incomplète. Le reportage sur Trump viole l'art. 4 LRTV par un langage évaluatif (« ultra-droite », « radical »), l'absence de perspectives pro-Trump et une affirmation non étayée (association Gabbard-Russie). Le reportage sur le travail du sexe viole l'art. 4 LRTV par la présentation d'une recherche commandée (n=24) comme base de revendications politiques sans voix contraire. Le reportage asile/terrorisme est factuellement correct, mais unilatéral par son cadrage (« pas un phénomène de masse ») et l'absence de débat sur les conséquences politiques. L'émission ne doit pas être qualifiée de propagande, mais



**Schweizerischer Verein** für ausgewogene Berichterstattung  
**Association suisse** pour une information équilibrée  
**Associazione svizzera** per un reporting equilibrato

de couverture systématiquement unilatérale, qui ne correspond pas pleinement à l'obligation de représentation adéquate et d'équilibre de l'art. 4 LRTV.



## ÉVALUATION GLOBALE DES 15 CRITÈRES

### Scores individuels — Les 15 critères

N°	Critère	Score	Classification
1	SÉLECTION DES EXPERTS	6	●●●
2	SÉLECTION DES SOURCES	6	●●●
3	RÉPARTITION DU TEMPS	5	●●●
4	OMISSIONS (Omission sélective)	7	●●●●
5	MANIPULATION DES CHIFFRES	5	●●●
6	GUILT BY ASSOCIATION (Culpabilité par association)	6	●●●
7	TIMING	4	●●
8	INDIGNATION SÉLECTIVE	5	●●●
9	EXHAUSTIVITÉ (Omission sélective — vue d'ensemble)	7	●●●●
10	CADRAGE (Définir le cadre)	7	●●●●
11	CHOIX DES MOTS ET TERMINOLOGIE	7	●●●●
12	COMPORTEMENT DU PRÉSENTATEUR	3	●●
13	ASYMÉTRIE DES QUESTIONS	4	●●
14	FAUX ÉQUILIBRE	3	●●
15	AGENDA-SETTING	6	●●●

**SCORE FAITS CONCRETS (1-8)**

**5.7/10**

*Déséquilibre considérable*

**SCORE FAITS QUALITATIFS (9-14)**

**5.0/10**

*Déséquilibre considérable*

**SCORE GLOBAL**

**5.4/10**

*Déséquilibre considérable*

*Moyenne des faits concrets et des faits qualitatifs*



## LÉGENDE — Signification des scores

### Scores individuels par critère (0–10)

<b>0</b>	<b>Aucun constat</b>	Aucune anomalie pertinente constatée.
<b>1–2</b>	<b>Constat faible</b>	Légère anomalie sans atteinte substantielle à l'équilibre.
<b>3–4</b>	<b>Constat léger à modéré</b>	Tendance perceptible ; pertinence de l'impact faible à modérée.
<b>5</b>	<b>Constat modéré avec pertinence d'impact</b>	Déséquilibre pertinent qui influence le potentiel de formation d'opinion du public.
<b>6</b>	<b>Constat considérable (seuil)</b>	Les scores à partir de 6 sont signalés comme « constats considérables ».
<b>7</b>	<b>Constat considérable</b>	Déséquilibre clair et bien étayé avec une pertinence d'impact marquée.
<b>8–9</b>	<b>Constat grave</b>	Déséquilibre prononcé ; plusieurs constats individuels étayables dans ce critère.
<b>10</b>	<b>Degré maximal</b>	Déséquilibre systématique et continu dans ce critère.

### Index d'écart agrégé — plages d'interprétation

<b>0.0 – 2.5</b>	<b>Sans anomalie</b>	Aucun schéma substantiel identifiable ; l'émission correspond à l'obligation de représentation adéquate.
<b>2.6 – 4.0</b>	<b>Léger déséquilibre</b>	Anomalies isolées ; statistiquement visibles, mais encore dans la marge de tolérance.
<b>4.1 – 6.0</b>	<b>Déséquilibre considérable</b>	Plusieurs constats considérables ; atteinte pertinente à la diversité des perspectives.
<b>6.1 – 8.0</b>	<b>Écart grave par rapport à l'obligation d'équilibre. Degré d'écart élevé</b>	Schémas prononcés couvrant l'ensemble de l'émission ; pertinence d'impact élevée.
<b>8.1 – 10</b>	<b>Unilatéralité systémique fondamentale. Degré de biais très élevé</b>	Degré maximal sur presque tous les critères ; couverture systématiquement unilatérale.

### Biais partisan (-5 à +5)

<b>-5 à -3</b>	<b>Fortement désavantagé</b>	Le parti est nettement défavorisé dans la représentation, le temps de parole ou le cadrage.
<b>-2 à -1</b>	<b>Légèrement désavantagé</b>	Désavantage perceptible, mais faible.
<b>0</b>	<b>Neutre</b>	Aucune faveur ou désavantage constatable.
<b>+1 à +2</b>	<b>Légèrement favorisé</b>	Faveur perceptible, mais faible.
<b>+3 à +5</b>	<b>Fortement favorisé</b>	Le parti est nettement favorisé dans la représentation, le temps de parole ou le cadrage.



## CHAPITRE 5 — CLASSIFICATION JURIDIQUE (Art. 4 LRTV)

### Évaluation selon l'art. 4 LRTV

L'art. 4 LRTV exige : une représentation adéquate des faits et des événements, la pluralité des opinions sur les sujets controversés, une sélection équilibrée des interlocuteurs.

#### **Violation 1 : Langage évaluatif comme information (art. 4 al. 2 LRTV — adéquation factuelle)**

Norme : Art. 4 al. 2 LRTV

Faits : Utilisation d'adjectifs évaluatifs (« ultra-droitiste radical », « l'un des républicains les plus radicaux ») comme langage journalistique sans identification comme prise de position.

Preuve : Horodatage 01:35 — Citation : « Matt Gaetz, ultra-droitiste radical et l'un des républicains les plus radicaux du Congrès. »

Évaluation : L'art. 4 al. 2 LRTV exige que les contributions rédactionnelles distinguent clairement les faits des opinions. Les adjectifs utilisés sont des prises de position, mais sont présentés comme une description factuelle. Cela viole l'obligation d'adéquation factuelle. Une formulation adéquate serait : « Matt Gaetz, républicain conservateur et partisan de Trump, connu pour sa position intransigeante. »

#### **Violation 2 : Absence de pluralité des opinions sur le thème du travail du sexe (art. 4 al. 4 LRTV)**

Norme : Art. 4 al. 4 LRTV

Faits : Sur un sujet politiquement controversé (politique du travail du sexe : protection vs. abolition), seule la perspective de protection est présentée. La perspective abolitionniste, qui est politiquement pertinente en Suisse et en Europe (cf. modèle nordique), fait totalement défaut.

Preuve : Horodatage 10:20–13:02 — Citation : « C'est pourquoi il faut maintenant agir. Ainsi, il serait très important que les travailleuses du sexe, même celles qui sont ici illégalement, qui travaillent illégalement, puissent aller à la police... »

Évaluation : L'art. 4 al. 4 LRTV exige la présentation de différents points de vue sur les sujets controversés. La politique du travail du sexe est politiquement controversée en Suisse (cf. débats parlementaires). La présentation unilatérale de la perspective de protection sans voix contraire viole l'obligation de pluralité.

#### **Violation 3 : Affirmation non étayée présentée comme fait (art. 4 al. 2 LRTV — adéquation factuelle)**

Norme : Art. 4 al. 2 LRTV

Faits : L'affirmation selon laquelle Gabbard aurait été « soutenue par la Russie » est présentée comme un fait sans indication de source et sans préciser si cette accusation a jamais été étayée.

Preuve : Horodatage 03:03 — Citation : « a même été accusée par le passé d'être soutenue par la Russie. »

Évaluation : La construction passive (« a été accusée ») permet l'association sans prise de responsabilité. L'accusation provient de la campagne électorale américaine de 2020 (Hillary Clinton) et n'a jamais été prouvée. Une représentation adéquate mentionnerait la source de l'accusation et préciserait qu'elle n'a jamais été prouvée. L'omission de cette contextualisation viole l'art. 4 al. 2 LRTV.

#### **Violation 4 : Recherche commandée présentée comme étude neutre (art. 4 al. 2 LRTV — adéquation factuelle)**

Norme : Art. 4 al. 2 LRTV

Faits : L'étude Procore (n=24, recherche commandée par une organisation de plaidoyer) est présentée comme base de revendications politiques, sans aborder le conflit d'intérêts structurel du commanditaire.

Preuve : Horodatage 11:23 — Citation : « C'est ce que montre une nouvelle étude commandée par le réseau Procore, qui défend les droits et les préoccupations des travailleuses du sexe en Suisse. »



**Schweizerischer Verein** für ausgewogene Berichterstattung  
**Association suisse** pour une information équilibrée  
**Associazione svizzera** per un reporting equilibrato

Évaluation : L'émission mentionne certes le commanditaire, mais n'en tire pas de conséquence pour la classification de l'étude. Une représentation adéquate nommerait explicitement le conflit d'intérêts et obtiendrait une évaluation méthodologique indépendante. L'utilisation de pourcentages (70 %, 50 %) d'une étude n=24 sans relativisation viole l'obligation d'adéquation factuelle.

### **Évaluation globale art. 4 LRTV**

---

Le Tagesschau de SRF du 7 novembre 2024 viole l'art. 4 LRTV en quatre points démontrables : langage évaluatif comme information (reportage Gaetz), absence de pluralité des opinions sur un sujet controversé (travail du sexe), affirmation non étayée sans contextualisation (Gabbard-Russie), et recherche commandée sans identification du conflit d'intérêts (étude Procore). Les violations ne sont pas d'une gravité telle qu'elles fonderaient une plainte auprès du OFCOM avec une forte probabilité de succès — elles se situent à la frontière entre incomplétude journalistique et unilatéralité juridiquement pertinente. Pour une plainte auprès du OFCOM, les violations les plus appropriées sont la violation 2 (absence de pluralité des opinions sur le travail du sexe) et la violation 1 (langage évaluatif comme information), car elles contredisent le plus clairement le texte de l'art. 4 al. 2 et 4 LRTV. Une analyse globale de plusieurs émissions serait recommandée pour une plainte juridiquement solide, car la pratique du Tribunal fédéral permet une appréciation globale du programme selon l'art. 4 LRTV.



## CHAPITRE 6 — VÉRIFICATION APPROFONDIE DES SOURCES

### 1. PROCORE — Réseau pour les droits et les préoccupations des travailleuses du sexe

**1. FINANCEMENT** : Non documenté publiquement. Éventuellement fonds publics (cantons, villes), dons, fonds de l'UE. Structurellement : organisation de plaidoyer.

**2. MANDAT** : Explicitement partial — représentation des intérêts des travailleuses du sexe. Non compatible avec une évaluation neutre de la politique du travail du sexe.

**3. CONFLIT D'INTÉRÊTS** : Procore a un intérêt institutionnel à documenter des taux de violence élevés (maintien de la pertinence, sécurisation du financement, pression politique pour davantage de ressources).

D1 Conflit d'intérêts : -2 — Organisation d'intérêts directe

D2 Risque personnel : 0 — Institutionnel, aucun risque personnel

D3 Compétence spécialisée : +1 — Savoir pratique présent

D4 Cohérence : +1 — Position de plaidoyer cohérente

D5 Émotion vs. données : -1 — Appel avec données sélectives

D6 Niveau de source : -1 — Recherche commandée (tertiaire)

**TOTAL : -2 → FEU DE SOURCE : JAUNE**

**5. VOIX CONTRAIRE** : FIZ Fachstelle Frauenhandel und Migration (abolitionniste), TERRE DES FEMMES — non citées.

### 2. MARCHÉS ÉQUITABLES SUISSE

**1. FINANCEMENT** : ONG, financée par des cotisations de membres, des dons, éventuellement des fonds publics. Tutelle : associations agricoles, organisations de consommateurs.

**2. MANDAT** : Plaidoyer pour des prix équitables dans l'agriculture — non compatible avec une analyse de marché neutre.

**3. CONFLIT D'INTÉRÊTS** : Intérêt institutionnel à documenter les déséquilibres de prix et à critiquer le commerce de détail (maintien de la pertinence, pression politique).

D1 Conflit d'intérêts : -2 — Organisation de plaidoyer avec mandat clair

D2 Risque personnel : 0 — Institutionnel

D3 Compétence spécialisée : +1 — Compétence d'analyse de marché présente

D4 Cohérence : +1 — Position de plaidoyer cohérente

D5 Émotion vs. données : +1 — Basé sur les données, mais sélectif

D6 Niveau de source : 0 — Analyse secondaire

**TOTAL : +1 → FEU DE SOURCE : JAUNE**

**5. VOIX CONTRAIRE** : Professeur indépendant en économie agraire (p. ex. ETH Zurich, Agroscope) — non cité.

### 3. BIO SUISSE

**1. FINANCEMENT** : Association professionnelle des producteurs bio suisses, financée par des cotisations de membres et des droits de licence (label Bourgeon).

**2. MANDAT** : Représentation des intérêts des producteurs bio — non neutre sur les questions de prix.

**3. CONFLIT D'INTÉRÊTS** : Bio Suisse a intérêt à des prix producteurs plus élevés et au renforcement du label bio. Sa déclaration (« Nous ne savons pas comment les détaillants composent leurs prix ») est une position d'intérêts, pas une évaluation neutre.

D1 Conflit d'intérêts : -1 — Association professionnelle avec intérêt propre

D2 Risque personnel : 0 — Institutionnel

D3 Compétence spécialisée : +2 — Compétence centrale marché bio

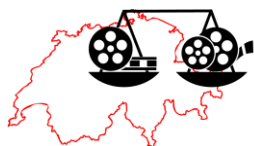
D4 Cohérence : +1 — Position d'association cohérente

D5 Émotion vs. données : +1 — Factuel

D6 Niveau de source : +1 — Source primaire pour la position de l'association

**TOTAL : +4 → FEU DE SOURCE : JAUNE**

**5. VOIX CONTRAIRE** : Surveillance des prix indépendante (surveillant des prix Stefan Meierhans) — non citée.



**Schweizerischer Verein** für ausgewogene Berichterstattung  
**Association suisse** pour une information équilibrée  
**Associazione svizzera** per un reporting equilibrato

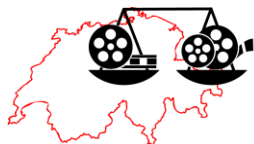
IMPORTANT : « Reconnu » n'est pas une qualification factuelle. Les trois organisations sont implicitement traitées dans l'émission comme des instances reconnues. L'analyse du feu de source montre : toutes trois sont JAUNE — c'est-à-dire à utiliser avec précaution et à compléter par des voix contraires. L'émission ne le fait pas.

**Feu de source pour les participants :**

Source	D1	D2	D3	D4	D5	D6	Total	Feu
PROCORE — Réseau pour les droits et les préoccupations des travailleuses du sexe	-2	0	+1	+1	-1	-1	-2	JAUNE
MARCHÉS ÉQUITABLES SUISSE	-2	0	+1	+1	+1	0	+1	JAUNE
BIO SUISSE	-1	0	+2	+1	+1	+1	+4	JAUNE

**Classification juridique et méthodologique**

<b>Pas un jugement de fait</b>	Les résultats présentés ne constituent pas des constatations de fait concernant des personnes, des rédactions ou des émissions individuelles. Ils sont à comprendre comme le résultat d'une opérationnalisation standardisée, et non comme la constatation d'une responsabilité individuelle.
<b>Pas un jugement juridique</b>	L'index d'écart agrégé ne remplace pas une appréciation juridique au sens de l'art. 4 LRTV. L'évaluation de la conformité d'une émission concrète aux dispositions légales relève exclusivement des instances compétentes (notamment l'AIEP).
<b>Pas de preuve de causalité</b>	Les corrélations statistiques ne doivent pas être interprétées comme la preuve de liens de causalité ou d'intentions rédactionnelles. Les valeurs d'écart peuvent être influencées par le choix des sujets, l'actualité, la controverse politique ou la logique du format.
<b>Pas un jugement d'intention</b>	L'analyse mesure des caractéristiques structurelles observables des émissions. Un score de 7 signifie qu'un déséquilibre considérable a été constaté — non que la rédaction l'ait intentionné. La méthodologie ne fait aucune déclaration sur les motifs ou les objectifs stratégiques.
<b>Instrument de comparaison heuristique</b>	L'index sert à la reconnaissance comparative de schémas sur des milliers d'émissions, et non à la mesure métrique précise de contributions individuelles. Les valeurs seuils servent à l'orientation heuristique, non à la qualification juridique précise.



## ANNEXE 1 : LÉGISLATION NATIONALE

### Base juridique Suisse — SRG SSR

---

#### Loi

---

Loi fédérale sur la radio et la télévision (LRTV, RS 784.40)

#### Articles pertinents

---

- Art. 4 al. 1 LRTV : Toutes les émissions d'un programme de radio ou de télévision doivent respecter les droits fondamentaux. Les émissions doivent notamment respecter la dignité humaine, ne pas être discriminatoires, ne pas contribuer à la haine raciale, ne pas mettre en danger les mœurs publiques, ni glorifier ou banaliser la violence.
- Art. 4 al. 2 LRTV : Les émissions rédactionnelles à contenu informatif doivent présenter les faits et les événements de manière adéquate, de sorte que le public puisse se forger sa propre opinion. Les opinions et les commentaires doivent être reconnaissables comme tels.
- Art. 4 al. 4 LRTV : Dans l'ensemble des émissions rédactionnelles, la diversité des événements et des opinions doit être exprimée de manière appropriée (obligation de pluralité).

#### Obligations essentielles

---

- 1. Adéquation factuelle** : Représentation adéquate des faits et des événements
- 2. Pluralité des opinions** : Diversité des points de vue sur les sujets controversés
- 3. Équilibre** : Sélection équilibrée des interlocuteurs

#### Autorité de surveillance

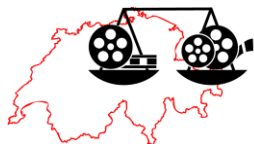
---

- AIEP (Autorité indépendante d'examen des plaintes en matière de radio-télévision) : examine les plaintes contre des émissions diffusées pour violation de l'art. 4 LRTV
- OFCOM (Office fédéral de la communication) : autorité de réglementation et de surveillance
- Services de médiation de la SRG : premier point de contact pour les plaintes relatives aux programmes

#### Procédure de plainte

---

1. Service de médiation de l'unité d'entreprise concernée (SRF, RTS, RSI, RTR)
2. AIEP (en cas de désaccord)
3. Tribunal fédéral (dernière instance)



## ANNEXE 2 : BASES SCIENTIFIQUES

### Bibliographie

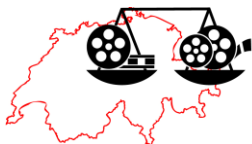
- Bennett, W. L. (1990). Toward a theory of press-state relations in the United States. *Journal of Communication*, 40(2), 103–125.
- Berelson, B. (1952). *Content analysis in communication research*. Free Press.
- Entman, R. M. (1993). Framing: Toward clarification of a fractured paradigm. *Journal of Communication*, 43(4), 51–58.
- fög – Forschungszentrum Öffentlichkeit und Gesellschaft (2024). *Jahrbuch Qualität der Medien 2024*. Schwabe.
- Gilardi, F., Alizadeh, M. & Kubli, M. (2023). ChatGPT outperforms crowd workers for text-annotation tasks. *PNAS*, 120(30).
- Iyengar, S. & Kinder, D. R. (1987). *News that matters: Television and American opinion*. University of Chicago Press.
- Jolly, S. et al. (2022). Chapel Hill Expert Survey trend file, 1999–2019. *Electoral Studies*, 75, 102420.
- Krippendorff, K. (2004). *Content analysis: An introduction to its methodology* (2nd ed.). Sage.
- McCombs, M. E. & Shaw, D. L. (1972). The agenda-setting function of mass media. *Public Opinion Quarterly*, 36(2), 176–187.
- Shoemaker, P. J. & Vos, T. P. (2009). *Gatekeeping theory*. Routledge.
- SVFAB (2026). *Rapport méthodologique v4.1 : Critères mesurables et validation croisée multi-modèles*.
- Törnberg, P. (2023). ChatGPT-4 outperforms experts and crowd workers in annotating political Twitter messages. arXiv:2304.06588.

### Documents de travail SVFAB

- Schläpfer, D. (2026). Systematic AI-Assisted Analysis of Public Broadcaster Impartiality: A Scalable Methodological Framework for Measuring Structural Bias in Public Service Media. [SSRN 6688478](#)
- Schläpfer, D. (2026). Measuring Editorial Noise: A Retrospective Suppression Index for Public Broadcasting Content Analysis. [SSRN 6733280](#)
- Schläpfer, D. (2026). Source Traffic Light: A Six-Dimensional Credibility Framework for Systematic Source Assessment in Public Service Media. [SSRN 6733880](#)

*David Schläpfer — ORCID : 0009-0000-5671-9266*

SVFAB — Schweizerischer Verein für ausgewogene Berichterstattung | Case postale, 8021 Zurich 1 | [www.svfab.ch](http://www.svfab.ch) | [kontakt@svfab.ch](mailto:kontakt@svfab.ch) | Rapport méthodologique mars 2026 | Convertisseur 3.4 (2026-05-20)



**Schweizerischer Verein** für ausgewogene Berichterstattung  
**Association suisse** pour une information équilibrée  
**Associazione svizzera** per un reporting equilibrato

## Évaluations et adhésion au SVFAB

Sur SVFAB.ch, vous obtenez non seulement des évaluations détaillées supplémentaires, mais vous pouvez également en faire établir pour n'importe quelle émission (ce service est facturé).

Pour rendre notre travail solide, nous dépendons des cotisations de membres et de donateurs.

### Contact et informations complémentaires :

[www.SVFAB.ch](http://www.SVFAB.ch) | [Kontakt@SVFAB.ch](mailto:Kontakt@SVFAB.ch)

**Coordonnées bancaires** : PostFinance – POFICHBE

**IBAN** : CH32 0900 0000 1675 6251 1

**Destinataire** : SVFAB, Case postale, CH-8021 Zurich 1



**Schweizerischer Verein** für ausgewogene Berichterstattung  
**Association suisse** pour une information équilibrée  
**Associazione svizzera** per un reporting equilibrato

**Vous obtenez les livres suivants auprès du SVFAB**

Commandes via [www.svfab.ch](http://www.svfab.ch) ou [kontakt@svfab.ch](mailto:kontakt@svfab.ch)



**Couverture médiatique déséquilibrée** est la réponse à l'initiative de réduction de moitié en Suisse : les techniques de manipulation y sont expliquées en détail, en commençant par la sélection des collaborateurs et la sélection des sources. Ensuite, 15 principes sont expliqués : omission, cadrage, cadrage temporel, culpabilité par association, émotionnalisation, décontextualisation et bien d'autres, illustrés par de nombreux exemples. De plus, on peut reconnaître où nous appliquons nous-mêmes ces techniques — ce qui favorise non seulement la prise de conscience mais aussi l'empathie.

En option, le livre est accompagné de **cartes à jouer**  
Également disponible en **livre audio**



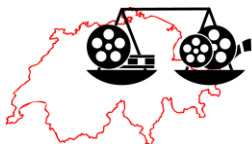
L'interview n'est pas une conversation. C'est une scène — et quelqu'un d'autre a écrit le scénario.

Celui qui ne le sait pas fournit du matériel. De bonnes citations qui sont mal découpées. Des déclarations justes qui se retrouvent dans le mauvais contexte. Des réponses honnêtes qui sont cadrées comme des aveux.

Ce livre n'est pas un livre de critique des médias. C'est une boîte à outils — pour tous ceux qui ont un microphone devant le nez et veulent savoir ce qu'ils peuvent faire contre cela. 7 chapitres. 7 outils : Ce qu'est vraiment une interview. Les 7 pièges les plus fréquents. Les trois principes fondamentaux de la souveraineté — ancrer, recadrer, délimiter. Préparation en une heure. Corps et voix. Que faire quand ça tourne mal. Et ce qui compte après l'interview.

Pour les politiciens, les militants, les entrepreneurs, les lanceurs d'alerte — pour tous ceux qui sont exposés et veulent comprendre comment fonctionne le jeu. Pour qu'ils arrêtent d'y participer — et commencent à le façonner.

En format A5. Direct. Pour la préparation, la consultation, le suivi et en cas de difficultés



**Schweizerischer Verein** für ausgewogene Berichterstattung  
**Association suisse** pour une information équilibrée  
**Associazione svizzera** per un reporting equilibrato



**Tu crois voir le monde.** En réalité, tu vois le cadre que quelqu'un a posé autour de lui. Le cadrage est la technique de manipulation la plus ancienne et la plus élégante du monde. Elle ne change pas les faits — elle change ce que nous faisons des faits. Ce que nous ressentons. Ce que nous croyons. Comment nous décidons. Et elle fonctionne — parce que nous y participons tous. Quotidiennement. Inconsciemment. Toi aussi. Ce livre n'est pas un manuel aride. C'est un livre d'exercices — ludique, direct, plein d'exemples tirés de la vraie vie. Tu n'apprends pas seulement comment les autres te cadrent. Tu apprends comment tu cadres toi-même — et comment tu peux le faire consciemment et équitablement.

Car celui qui comprend le cadrage voit le monde plus clairement. Écoute les informations différemment. Mène des conversations avec plus d'assurance. Et se laisse moins facilement imposer un cadre choisi par quelqu'un d'autre.

Avec de nombreux exercices et des exemples concrets tirés de la politique, des médias et du quotidien — et un sourire de temps en temps.

**Cadrage avec style. Parce que le cadre change tout.**



La SRG perçoit 1,56 milliard de francs par an — de force, de chaque ménage. Celui qui se sent traité injustement peut se plaindre. Il existe même une instance pour cela : l'AIEP, l'Autorité indépendante d'examen des plaintes en matière de radio-télévision.

Seulement : elle n'est pas indépendante. Elle n'a aucun pouvoir de sanction. Et elle décide dans 99,6 % de tous les cas : rien.

Cette analyse met le système à nu — de manière factuelle, précise, sans polémique. Procédures, personnel, compétences, coûts, statistiques, voies de recours. Et l'examen de droit public qui montre : le système AIEP ne remplit aucun des trois critères fondamentaux — il n'est pas approprié, pas conforme à la séparation des pouvoirs, pas conforme aux règles du marché.

L'instance censée protéger les citoyens protège avant tout le système qu'elle devrait contrôler.

Une lecture indispensable pour tous ceux qui envisagent de déposer une plainte — et pour tous ceux qui veulent comprendre pourquoi une véritable surveillance des médias fait encore défaut en Suisse.